

CONV 466/02

CONTRIB 176

NOTE DE TRANSMISSION

du : Secrétariat
à: la Convention

Objet: Contribution de M. Jacob Söderman, membre de la Convention
 - "La place du médiateur européen dans la future Constitution
 européenne"

Le Secrétariat général de la Convention a reçu de M. Jacob Söderman, membre de la Convention, la contribution figurant en annexe.

Strasbourg, 12 décembre 2002

Contribution du Médiateur européen à la Convention européenne

"La place du Médiateur européen dans la future Constitution de l'Union européenne"

Les divers projets de constitution de l'Union européenne qui ont circulé diffèrent considérablement quant au traitement réservé au Médiateur européen. Les différences semblent résulter de l'incertitude concernant le rôle du Médiateur européen selon les Traités actuels plutôt que d'un choix politique délibéré des auteurs des projets. Le but de cette contribution est d'expliquer pourquoi et où placer le Médiateur européen dans une constitution.

Pourquoi inclure le Médiateur européen dans la Constitution?

Dans la plupart des pays, l'existence, l'indépendance et le mandat du Médiateur sont considérés comme suffisamment importants pour figurer dans la Constitution.

L'institution du Médiateur est l'un des plus grands succès constitutionnels de notre temps. Elle s'est implantée sur tous les continents et dans plus de 100 pays. L'institution fut inventée en Europe et il y a aujourd'hui un Médiateur dans la plupart des Etats membres de l'Union et dans l'ensemble des 10 Etats qui devraient rejoindre l'Union en 2004.

Le Médiateur manifeste un attachement aux valeurs fondamentales de l'Union, y compris la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme.

De nombreux pays ont institué un Médiateur lorsqu'ils se sont libérés de la dictature, pour manifester leur engagement envers la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme. Ce fut le cas, par exemple, au Portugal, en Espagne et dans de nombreuses nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est.

Le Médiateur joue un rôle clef pour rapprocher l'Union des citoyens.

L'idée de créer un Médiateur pour l'Union européenne avait pour objectif de promouvoir une administration plus ouverte, responsable et au service du citoyen afin d'améliorer les relations entre l'administration européenne et les citoyens.

Dans quelle partie de la Constitution convient-il d'inclure le Médiateur?

(i) La partie de la Constitution traitant du cadre institutionnel de l'Union devrait mentionner le Médiateur européen, aux côtés du Comité économique et social et du Comité des Régions.

Pourquoi : Le Médiateur européen est institué par le Traité instituant la Communauté européenne, au même titre que le Comité des Régions et le Comité économique et social. Ces organes ont tous les trois été mentionnés dans la déclaration de Laeken, comme ayant un statut d'Observateur à la Convention sur l'Avenir de l'Europe, comme ce fut le cas à la Convention chargée de l'élaboration de la Charte des Droits Fondamentaux.

(ii) La partie de la Constitution traitant des droits des citoyens devrait inclure le droit de se plaindre au Médiateur européen.

Pourquoi : Le Médiateur européen a commencé son travail en 1995 et 11 000 citoyens ont exercé leur droit de se plaindre. Les institutions ont amélioré leurs fonctionnements suite aux enquêtes du Médiateur, contribuant à une administration plus ouverte, responsable et au service du citoyen. Des informations sur le travail du Médiateur européen sont détaillées dans un nouveau guide du citoyen intitulé "Le Médiateur européen - Que peut-il faire pour vous?"

(iii) La nature parlementaire du Médiateur devrait être mentionnée, en faisant figurer dans les fonctions constitutionnelles du Parlement européen, la nomination et la supervision du Médiateur.

Pourquoi : Beaucoup de constitutions nationales prévoient que le parlement nomme et supervise le médiateur afin de garantir son indépendance.

Le mandat du Médiateur pourrait être inclus soit dans les parties (i) ou (ii) ci-dessus, en fonction de l'architecture générale de la Constitution.

Note de base : Les dispositions existantes des Traités

Les dispositions du Traité instituant la Communauté européenne relatives au Médiateur européen ont été ajoutées par le Traité de Maastricht.

En vertu de l'Article 21 CE, le droit de se plaindre au Médiateur européen est l'un des droits lié à la citoyenneté européenne.

L'Article 195 EC institue le Médiateur européen. Il contient deux éléments d'importance constitutionnelle. En premier lieu, il dispose que le Parlement européen nomme et supervise le Médiateur. En second lieu, il décrit le mandat du Médiateur européen en définissant le domaine des enquêtes et qui peut se plaindre. Le Médiateur européen peut procéder à des enquêtes sur des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions et organes communautaires, à l'exclusion de la Cour de Justice et du Tribunal de première instance, dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles. Tout citoyen ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat Membre a le droit de se plaindre au Médiateur européen.

L'Article 41 TUE élargit le champ de l'Article 195 CE en y intégrant le "3ème pilier".

Le mandat du Médiateur européen est également décrit dans l'Article 43 de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union européenne.